

P. 2

Événements
Journée du réseau à Lille
sur la mobilité
transfrontalière
Brèves

P. 3

Actualités Europe
Actualités de la MOT

P. 4

Revue de Presse
Publication

Le Département du Nord fête 30 ans de coopération transfrontalière

Lundi 21 octobre 2019 au Vélodrome Stabinski à Roubaix le Département du Nord, la Province de Flandre occidentale et la Province de Hainaut ont fêté 30 années de coopération transfrontalière.

De nombreuses personnalités politiques et des professionnels de la coopération transfrontalière des deux côtés de la frontière franco-belge sont venus apporter un éclairage sur les années passées et exprimer leurs souhaits de multiplier les actions au bénéfice des populations transfrontalières.

Karl-Heinz Lambertz, Président du Comité européen des Régions (CdR) s'est exprimé sur l'évolution de la coopération transfrontalière. Il a souligné l'importance de continuer à

développer les bonnes relations entre les collectivités locales et les Etats pour améliorer les conditions de vie des habitants dans les régions frontalières. Il a rappelé l'importance des instruments européens, tels les GECT, la MOT, le CdR, la cohésion territoriale.

Après 30 ans, ils unissent de nouveau leurs forces dans une stratégie transfrontalière au bénéfice des habitants de cette région, et ce, malgré les changements perpétuels qui animent le monde qui les entourent. [Plus d'infos](#)



Retour sur le premier webinaire de la MOT, sur le thème des services publics transfrontaliers

Une trentaine de personnes a participé au premier webinaire organisé par la MOT en partenariat avec programme ESPON, le 21 novembre 2019, sur le thème : "Quelles opportunités de développement de services publics transfrontaliers entre la France et les pays voisins ?".

En 2018, l'étude "Cross-border Public Services (CPS)" menée par ESPON avait permis d'identifier les différents modèles de services publics transfrontaliers (SPT) dans les régions

frontalières européennes, mettant en avant une première vue d'ensemble des SPT en Europe : 579 ont été répertoriés au total, dont 177 le long des frontières françaises !

Ces SPT peuvent jouer un rôle primordial dans leurs zones fonctionnelles transfrontalières, où ils contribuent à réduire les effets négatifs de la frontière (amélioration des connexions, ouverture du marché du travail, réduction des coûts), permettant ainsi le maintien de services dans des zones frontalières rurales ou

à faible densité de population.

Le webinaire a rassemblé, pour la première fois autour d'une table virtuelle, des membres du réseau de la MOT issus de frontières éloignées. Les interactions ont permis un partage d'expériences bénéfique entre des acteurs à la fois proches dans leurs problématiques et issus d'horizons institutionnels et géographiques variés.

[Plus d'infos – Voir le webinaire en différé.](#)

ÉVENEMENTS

"Ensemble, échangeons sur la plus-value des programmes européens pour nos territoires frontaliers !", 4 décembre à Strasbourg.



La MOT et l'Euro-Institut présenteront les premiers résultats de l'étude de capitalisation Europ'Act pour l'espace du Rhin supérieur lors de ce séminaire transfrontalier organisé par la Région Grand Est, commanditaire de l'étude. [Plus d'infos](#)

"Les marchés de l'emploi transfrontalier au cœur de l'Europe. Observer pour agir", 3 décembre à Scy-Chazelles (France)

"Économie préexistante : quelles perspectives pour l'Arc jurassien ?", 4 décembre 2019 à Bienna (Suisse)

"Europe, je t'aime moi non plus?", 12 décembre 2019 à Courtrai (Belgique)

[Tous les événements](#)

Journée du réseau à Lille sur la mobilité transfrontalière



A l'invitation de la MOT, du CNFPT et de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, 40 personnes se sont réunies le 13 novembre, à Lille, pour échanger sur les transports transfrontaliers. Les trois séquences ont mis en avant : le besoin d'observation des flux et des motifs (emploi, achats, loisirs, santé) ; les défis rencontrés dans l'élaboration de stratégies de mobilité transfrontalières ; la déclinaison de ces stratégies en projets territorialisés. Les expériences mises en lumière représentent des territoires métropolitains et des espaces moins densément peuplés :

- A un mois du lancement du Léman express entre Annemasse et Genève, le Directeur de la S.A. Lémanis a présenté l'historique

et les effets attendus du premier RER transfrontalier d'Europe.

- L'Agape (Agence d'urbanisme Lorraine Nord) a mis en avant le projet MMUST qui va construire avec le Luxembourg un modèle pour décrire les impacts des projets en matière de flux de travailleurs et de marchandises.
- La Métropole Européenne de Lille a présenté les résultats de la dernière "Enquête Ménages Déplacements" (EMD), étendue au bassin transfrontalier grâce à un partenariat avec les régions wallonne et flamande.
- Le moyen de transport le plus utilisé pour franchir les frontières étant toujours, en France et en Europe, la voiture, la journée a mis en avant des usages alternatifs, avec l'exemple du dispositif covoiturage de l'Arc Jurassien.

- L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a présenté sa ligne de tramway transfrontalière, et d'autres liaisons secondaires comme la ligne de bus entre Erstein et Lahr. Cet exemple comporte une intégration de la ligne privée au sein du réseau de transport global.
 - Enfin, un projet plus récent, TRANSMOBIL, a mis en avant l'existence de nombreux "missing links" dans le transport public local entre la Province de la Flandre Occidentale et le Département du Nord. [Les présentations \(accès réservé\)](#)
- A noter, le lendemain, les participants ont poursuivi les échanges à Bruxelles lors du séminaire de la DG REGIO et DG MOVE : "Boosting Cross-Border Regions through better Transport!". [Les présentations](#)

Une station d'épuration transfrontalière entre la Belgique et le Luxembourg



Le 30 octobre 2019, a été présenté au public le chantier de construction d'une nouvelle station d'épuration transfrontalière, un projet d'envergure à la limite de la Belgique et du Luxembourg.

Située à proximité du poste frontière de Steinfort, le

nouvel équipement transfrontalier remplacera des stations belges et luxembourgeoises existantes devenues vétustes et trop petites. Desservie par un réseau de collecte de plusieurs kilomètres, la station d'une capacité de 15 600 équivalents-habitants aura un impact sur la qualité des eaux de l'Eisch et en aval sur la qualité des eaux de la Moselle. Porté par Idelux-eau (BE) et SIDERO (LU), ce projet bénéficie du soutien financier du programme Interreg Grande Région. [Plus d'infos](#)

France-Royaume-Uni : pour une coopération renforcée

Les lauréats de l'appel à projets "France-Royaume-Uni : pour une coopération renforcée de nos territoires" lancé par l'Ambassade de Grande-Bretagne en France, avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères (DAECT), ont été annoncés. A noter, parmi eux : un projet entre le Département du Pas-de-Calais, les Hauts-de-France et le Kent pour renforcer et formaliser leur coopération, un projet sur le thème de l'énergie entre Brest et Plymouth, et un autre entre l'Ille et Vilaine, Jersey et le Sud de l'Angleterre visant à faciliter les échanges commerciaux. [Plus d'infos](#)

Une stratégie 2030 pour la Région Métropolitaine Trinationale (RMT) du Rhin supérieur

La nouvelle stratégie 2030 pour la RMT du Rhin supérieur a été signée à Bâle le 22 novembre. "Nous voulons être une région modèle pour l'Europe et rendre visibles et tangibles les avantages offerts par l'Europe, au quotidien. Pour ce faire, nous allons continuer à développer l'excellence dans le domaine économique et scientifique, à renforcer les structures de la coopération transfrontalière et à développer de nouveaux potentiels", ont déclaré les représentants politiques, à cette occasion. [Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS EUROPE

Une résolution du Conseil de l'Europe sur la répartition fiscale en zone transfrontalière

Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe a adopté le 29 octobre une résolution intitulée "Une répartition équitable de l'impôt dans les zones transfrontalières". Dans le rapport adopté de Karl-Heinz Lambertz, le Congrès appelle à davantage de collaboration entre les Etats concernés sur ce sujet. "Le travail transfrontalier et la libre circulation de la main-d'œuvre constituent un aspect vital de la coopération et de l'intégration européennes. Pour éviter que cela génère des situations d'inégalité fiscale entre les régions des deux côtés de la frontière et compromette la cohésion des territoires, il est essentiel que la répartition de l'impôt entre les lieux d'emploi et de résidence des travailleurs soit équitable", a rappelé Karl-Heinz Lambertz lors de la séance. [Plus d'infos](#)

ACTUALITÉS DE LA MOT

La Collectivité européenne d'Alsace et la coopération transfrontalière : que dit la loi ?

La loi¹ du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) a entériné la naissance de cette nouvelle collectivité issue de la fusion des départements français du Bas-Rhin et du Haut-Rhin au 1^{er} janvier 2021. La CEA est désignée chef de file de la coopération transfrontalière pour organiser sur son territoire l'action commune des collectivités territoriales, dans leurs champs de compétence respectifs. Pour ce faire, la loi prévoit l'élaboration par cette collectivité d'un Schéma Alsacien de Coopération Transfrontalière (SACT) ; élaboration à laquelle sont associés l'Etat, la région Grand Est, l'Eurométropole de Strasbourg, les autres collectivités territoriales concernées, ainsi que les districts européens et GECT du territoire. Ce schéma est défini

en cohérence avec le volet transfrontalier du SRDEII, ainsi qu'avec le schéma de coopération transfrontalière de l'Eurométropole de Strasbourg².

Tout en bénéficiant de nouveaux transferts de compétences dans les domaines de l'enseignement des langues et cultures régionales, du tourisme ou encore du domaine public routier situé sur le territoire des deux départements auxquels elle succède, la CEA sera amenée à exploiter les opportunités transfrontalières liées à son positionnement au sein du partenariat franco-allemand. En tant que chef de file de la coopération transfrontalière sur son territoire, elle participera à la mise en œuvre du Traité d'Aix-la-Chapelle et des possibilités qu'il offre aux collectivités frontalières françaises et allemandes, et à leurs groupements :



- Attribution par les Etats de "compétences appropriées, de ressources dédiées et de procédures accélérées permettant de surmonter les obstacles à la réalisation de projets transfrontaliers",
- Mise en place d'un Comité de coopération transfrontalière, instance de coordination et de propositions associant les acteurs du territoire.

Il s'agira notamment pour la CEA d'être force de propositions de projets concrets, au travers de son SACT, afin de permettre le déploiement des nouvelles opportunités résultant du traité, ainsi que de la nouvelle programmation INTERREG 2021-2027.

¹ Loi n°2019-816

² Cf. la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite "loi MAPTAM"

Réunion du Conseil National de la Montagne sur les questions transfrontalières

Le Conseil national de la montagne (CNM) est une instance consultative, instaurée par la loi Montagne, qui joue un rôle de proposition dans la définition des objectifs de développement, d'aménagement et de protection de la montagne. Il est composé de parlementaires, de représentants des régions et départements, des six massifs métropolitains (Alpes, Corse, Jura, Massif central, Pyrénées et Vosges), des trois massifs ultramarins, de socioprofessionnels et de représentants du monde associatif. Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) en assure le secrétariat général.

Plusieurs massifs français se situent aux frontières. Le groupe de travail "coopération européenne et transfrontalière" du CNM, auquel la MOT participe, s'est réuni le 6 novembre, en présence d'Annie Genevard, députée du Doubs, présidente de l'Association nationale des élus de la montagne. Les échanges ont porté sur le rôle des conseillers diplomatiques, les perspectives ouvertes par le règlement ECBM et le Traité d'Aix-la-Chapelle, et - présentés par la MOT - les mécanismes de péréquation financière visant à corriger les déséquilibres frontaliers. [Plus d'infos](#)

Signez la déclaration conjointe sur les soins de santé dans les régions transfrontalières !

Le réseau européen des autorités sanitaires régionales et locales (EUREGHA) et l'initiative Healthcross ont publié une déclaration commune visant à promouvoir la coopération transfrontalière dans le domaine des soins de santé, et à émettre des recommandations politiques.

L'objectif est d'encourager les parties prenantes à prendre des mesures pour garantir un accès équitable aux soins. Les organismes qui le souhaitent sont invités à rejoindre l'initiative en signant la déclaration. [Plus d'infos](#)

Evaluer l'impact territorial de la coopération transfrontalière

Le programme ESPON a publié son nouveau rapport sur l'évaluation de l'impact territorial pour la coopération transfrontalière (Territorial Impact Assessment for Cross-Border Cooperation, TIA CBC).

Ce travail a porté sur l'élaboration d'une méthodologie visant à évaluer l'impact territorial des programmes de coopération transfrontalière à travers l'Europe.

[Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

La politique de Cohésion sur la sellette au sein du prochain budget européen

Euractiv, 10 octobre

"Des États membres de l'UE souhaitent baisser le taux qui permet d'allouer un budget à l'Europe pour la période 2021-2027. Ce sont les aides de la politique de cohésion dans les régions qui trinquaient. [...] Le budget 2021-2027 proposé en mai dernier par la Commission correspond à 1,11 % du revenu national brut de l'UE à 27. [...] Cette proposition introduit une réduction de 10% du financement de la politique de Cohésion."

Amélie de Montchalin plaide la cause des usagers du TER

Wort.lu, 15 octobre

"Ce mardi matin, la secrétaire d'État française aux Affaires européennes a vainement tenté de convaincre la ministre à la Grande Région, Corinne Cahen de faire machine arrière sur la question des TER interdits de circulation au Grand-Duché à compter du 1er janvier 2020. [...] Elles ont fait le point sur les travaux de la Commission intergouvernementale pour la coopération transfrontalière, que les deux jeunes femmes président. Occasion, de réaffirmer l'objectif partagé de créer les meilleures conditions de vie et de travail pour les citoyens des deux côtés de la frontière".

Fiscalité transfrontalière : Bettel dit non à la Rhénanie-Palatinat

Le Quotidien, 6 novembre

"Les relations entre le Grand-Duché et la Rhénanie-Palatinat restent 'excellentes' [...]. La 'coopération étroite' ne permet cependant pas d'avancer sur la question fiscale."

Edouard Husson : 'Le morcellement politique de l'Allemagne demande un changement radical de méthode à Paris'

Le Monde, 30 octobre

"Notre pays va devoir apprendre à multiplier les contacts à tous les niveaux en Allemagne, à faire travailler beaucoup plus nos parlementaires avec ceux du Bundestag, nos conseils régionaux avec ceux du Landtag."

Le traité d'Aix-la-Chapelle prend corps peu à peu

Localtis, 22 octobre

"La loi autorisant la ratification du traité d'Aix-la-Chapelle a été publiée au Journal officiel le 22 octobre. Le traité [...] prend progressivement corps. Si le fonds citoyen commun semble en bonne voie, un certain flou entoure encore le comité de coopération transfrontalière."

Projet d'agglomération n°3: 120 millions CHF pour le Grand Genève

Grand Genève, 6 novembre

"Les partenaires du GLCT Grand Genève ont signé ce jour l'Accord sur les prestations du Projet d'agglomération de troisième génération".

Des deux côtés de la frontière, des actions labellisées 'Man and biosphere'

Dauphiné libéré, 23 octobre

"Dans le vaste territoire entre nord des Hautes-Alpes et Piémont, les porteurs de projet peuvent viser un label nommé 'Man and biosphere'."

Un campus transfrontalier

Sud Ouest, 22 octobre

"La stratégie euro régionale a relancé la coopération entre universités et centres de formation. L'université a toujours été un moteur du changement. Le berceau de grands projets. Et l'Euro région Nouvelle-Aquitaine - Euskadi - Navarre n'est pas en reste : sur ses 100000 kilomètres carrés, 11 universités coexistent."

Diplomatie territoriale et coopération transfrontalière : Le cas des frontières françaises"

Article de Jean Peyrony, directeur général de la MOT, publié dans : "La diplomatie des collectivités territoriales des années 1980 à nos jours", sous la direction de Birte Wassenberg et Marion Aballéa, éd. L'Harmattan, coll. Cahiers de Fare, N°17, 2019, pp. 75-102.

"L'étude des évolutions depuis les années 1980 invite à interroger le rôle et l'inscription des collectivités territoriales dans un système international aux acteurs diversifiés et à repenser, par l'entremise des acteurs infra-étatiques, les missions historiques de la diplomatie : représenter, négocier." L'article analyse cette diplomatie en contexte transfrontalier, aux frontières françaises. [Plus d'infos](#)

Cette publication est référencée dans le portail documentaire de la MOT : <http://www.espaces-transfrontaliers.org/ressources/portail-documentaire>

DynamE

La diplomatie des collectivités territoriales des années 1980 à nos jours

Local and Regional Authorities as New Diplomatic Actors Since the 1980's

Sous la direction de/Edited by Birte Wassenberg & Marion Aballéa

fare Cahiers n°17



L'Harmattan

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr
Directeur de publication :
Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Droits réservés.

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter :
@reseauMOT

Suivez-nous sur LinkedIn :
<http://bit.ly/2yK0XDP>



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES
ET DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES

COMMISSARIAT
GÉNÉRAL
À L'ÉGALITÉ
DES TERRITOIRES

